

Syndicalisme, CGT réformistes par essence? Au 51e congrès de trancher!



A l'occasion de la célébration des 120 ans de la CGT et dans le récent contexte des affrontements à Air France et du boycott de la récente conférence sociale, la question de la nature du syndicalisme, de son rôle et de ses missions a fortement émergé.

Et compte-tenu de son histoire et de sa place c'est le comportement de la CGT qui demeure au centre de cette confrontation des idées.

Cette confrontation des idées et des orientations se déroulant aussi **à l'intérieur même de la CGT.**

Et c'est bien aussi pourquoi cette question doit faire l'objet d'un débat et d'un choix sans ambiguïté à l'occasion du 51e congrès de la CGT.

C'est Maryse Dumas et Philippe Martinez, qui à différentes reprises et récemment ce dernier dans un entretien au cours du club de la presse à Europe 1, le 19 octobre dernier, répondent à cette interrogation : "**Nous sommes par essence réformistes** " *

Par essence ou par choix, et pour quelle efficacité?

Cela n'est pas nouveau

Ce choix n'est pas nouveau.

L'opposition entre ceux qui réduisent l'action à l'obtention de réformes destinées à corriger les injustices les plus criantes et ceux qui tout en menant la lutte pour les revendications immédiates conjuguent cette activité à l'objectif d'une mise en cause radicale (au sens de prendre les choses à la **racine**) du capitalisme, remonte au début du combat syndical à l'époque de la révolution industrielle.

Dans le passé comme présentement, le réformisme a conduit aux divisions et s'est totalement placé sous la dépendance idéologique, politique des classes

dominantes. Le système de domination et d'exploitation ne devait pas être mis en cause pour une véritable alternative à son hégémonie; seuls les "*abus*", les "*exagérations*", les violations trop flagrantes d'un traitement considéré comme juste et acceptable devaient être dénoncés; en contre-partie patronat, pouvoir, consentaient à quelques concessions et ont tiré argument du "*grain à moudre*" justifiant auprès des adhérents syndicaux et des travailleurs ce positionnement.

Mais ce temps là est bel et bien fini!

Ce qui est nouveau

Ce qui est nouveau dans l'évolution des rapports sociaux depuis une trentaine d'années c'est la remise en cause de tous les acquis issus de la période antérieure " *négociations*" après " *négociations*", " *conférence sociale*" après " *conférence sociale*", " *réforme*" après " *réforme*".

Tous les " *accords*", " *négociations*", " *concertations*", " *conférences sociales*", " *dialogues*" se soldent au final par une remise en cause systématique, récurrente, continue de tous les acquis issus de la Libération en matière de droit et garanties du travail, de protection sociale, de droit à la santé, de retraites Et plus récemment,

- L'accord dit Accord National Interprofessionnel de juin 2013 encourage et facilite les licenciements, la régression des salaires, la mobilité et la précarité.
- L'accord sur les retraites en 2013 sous la conduite d'Ayrault, aboutit à l'augmentation de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein et aggrave les conditions imposées par les contre-réformes successives de la

droite depuis 1993 s'attaquant tour à tour pour diviser d'abord au secteur privé, puis aux secteurs public enfin aux régimes spéciaux.

- Les récents accords ARRCO/AGIRC soldés entre autre par le report du départ en retraite d'un an par rapport à l'âge du taux plein. Et pour beaucoup par une diminution pure et simple de la pension.
- Les "accords" d'entreprise comme chez Bosch, Smart, Air France étant caractérisés par la même exigence patronale d'abandons revendicatifs et de reculs sociaux.

Ces accords étant approuvés de manière récurrente sous la conduite de la CFDT, syndicat courroie de transmission du pouvoir socialiste flanquée de la CGC et de la CFTC (les pieds nickelés de la signature), accords préparés de notoriété publique par des rencontres séparées entre le MEDEF et la CFDT.

Et de toute manière la "négociation" et le dialogue social entre partenaires étant systématiquement placé sous la menace effective d'un passage en force au parlement en cas d'échec des dites "négociations".

En fait il s'agit d'aboutir aux résultats prévus par les contre-réformes après un long pilonnage de l'opinion dans les grands médias sous la houlette des experts et des économistes système si possible avec l'aval des organisations ou en s'en passant en jouant l'opinion contre les défenseurs des acquis qualifiés pour la circonstance de conservateurs!

Une régression sans fin est ainsi engagée!

Ce qui est également nouveau c'est que la direction de la CGT adopte cette définition du syndicalisme faisant l'impasse complète sur la nécessité de lutter pour un changement profond de société.

Car cette inclinaison ne figure ni dans la phase de fondation de la CGT en 1895 ni dans son histoire jusqu'à une période récente.

La charte d'Amiens de 1906 précise en effet :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de

travail, l'augmentation des salaires, etc. ;

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

C'est bien la "**la double besogne du syndicalisme**" dont il s'agit pour un syndicalisme digne de ce nom.

Et depuis 1969 jusqu'à 1995 la CGT faisait figurer dans ses statuts la nécessité à la fois de la lutte revendicative immédiate **et** la nécessité d'une appropriation collective des grands moyens de production et d'échange.

Ce sont les modifications statutaires du 45e congrès sous la houlette de Lydia Brovelli à présent consultante entre autre de l'association Réalités du dialogue social (RDS), partenaire de nombreux rapports au gouvernement qui fait supprimer la référence à l'objectif de "*la socialisation des moyens de production et d'échange*", véritable référence jusque là de la volonté de transformation en profondeur de la société, de la nécessité "*d'expropriation des expropriateurs*" pour aller au bout de la lutte quotidienne contre l'exploitation.

En remplaçant cette formulation précise et l'objectif de la disparition du salariat et du patronat par le seul combat contre l'exploitation, sans plus donc de visée de bouleversement réel, durable et en profondeur de l'ordre établi un choix a été fait.

Une réorientation de la CGT qui date donc des vingt dernières années.

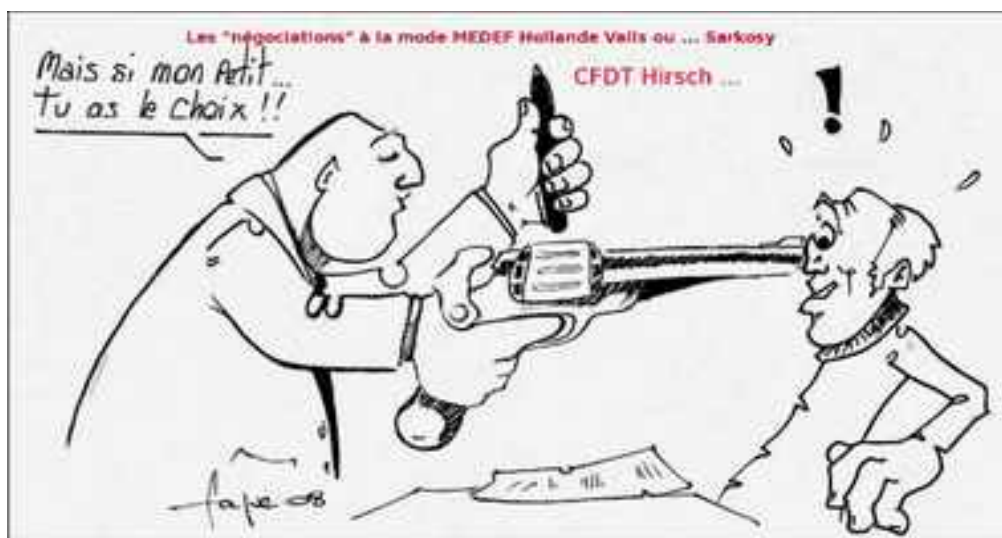
L'attitude réformiste se trouve moins que jamais justifiée

Or aujourd'hui plus qu'à toute autre époque une telle attitude ne trouve plus aucune justification!

D'abord, cette mutation n'a conduit qu'à des défaites et à un affaiblissement.

Depuis 20 ans de mutation et d'adaptation où en est le renforcement de la CGT et où sont les conquêtes?

Le soit-disant donnant-donnant des périodes "*fastes*" a cédé la place au **gagnant-perdant** : gagnant du côté patronal et perdant du côté des salariés, des sans emploi, des précaires ...



Et dans ces conditions donc, plus que jamais l'invocation de la nécessité du dialogue, du compromis, de véritables négociations est totalement inadaptée aux exigences de l'heure pour la défense des travailleurs ... comme des sans emploi, des précaires et au fond cette attitude ne sert qu'à masquer la responsabilité et la volonté des classes dominantes et du patronat d'infliger défaite sur défaite aux travailleurs avec si possible le consentement des victimes!

Car une autre ruse des exploiters est de dresser leurs victimes les unes contre les autres en désignant les organisations syndicales comme arc-boutées sur la défense de ceux qu'ils désignent comme les "insiders" encore protégés par les statuts, les conventions collectives ...

Comme si les garanties fruits des luttes antérieures étaient devenues un privilège tandis que les vrais privilèges des classes dominantes, leur arrogance et leur détermination à les préserver demeure masquée ou considérée comme une nécessité ou une réalité indépassable.

L'objectif de destruction de toutes les conquêtes issues du salariat

Macron ses taxis, ses bus, le low cost aérien donnent le ton!

Car, autre caractéristique nouvelle destinée à marquer durablement le paysage et la conjoncture : les classes dominantes entendent mettre à profit la révolution technologique en cours, la numérisation et la dématérialisation des processus de production pour

s'attaquer frontalement à tous les conquits liés aux institutions du salariat et au financement de la protection sociale.

Les plus déterminés d'entre les exploiters et les plus "créatifs" envisageant la fin du salariat, vieille revendication du mouvement ouvrier dénonçant le rapport de subordination et d'exploitation effectivement consubstantiel au salariat.

Ce qui a permis par exemple à un économiste sur la chaîne radio patronale, BFM, d'ironiser cyniquement en faisant état de l'avant-gardisme de la CGT et du PCF il y a plus de 50 ans, se fixant pour objectif la suppression du salariat, et en concluant par l'affirmation revancharde "*cela c'est maintenant nous qui allons le faire!*" Ce que Ryanair par exemple a déjà mis en pratique puisqu'elle n'a plus de salariés pilotes mais des auto-entrepreneurs à disposition!

Ce qu'ils veulent en effet détruire ce n'est pas bien sûr le rapport de subordination et d'exploitation du salariat, mais les conquêtes bâties par des luttes séculaires du mouvement ouvrier arrachant le financement patronal de la protection sociale, des retraites; des moyens financiers considérables (les institutions du salariat comme dit Bernard Friot) échappant à la loi du profit, préfigurant la possibilité d'un autre fonctionnement de la société substitut à la loi du marché!

Une " concertation " et un " dialogue impossibles "

Et donc dans cette conjoncture, pour cet ensemble de raisons, pour prendre en compte la détermination des

choix opérés par les classes dominantes et les pouvoirs à leur dévotion, il est totalement illusoire, contre-productif et totalement néfaste de continuer à entretenir l'illusion d'une concertation possible avec ces forces et de la possibilité d'un compromis profitable avec elles pour les travailleurs.

D'autant que la racine de cette conjoncture réside dans la crise profonde dans laquelle est entré le capitalisme qui le conduit à ces politiques d'austérité partout déployées et aux aventures guerrières destinées à préserver son contrôle et son hégémonie mondiale fortement remises en cause.

L'exemple de la Grèce en atteste comme la politique occidentale au Moyen orient attestent du chaos que ses interventions engendrent!

Comme le montre encore l'attitude de la direction d'Air France qui continue d'exiger une rédition en raz campagne de ses salariés : "*Vous devez travailler plus pour gagner la même chose, si vous refusez vous gagnerez moins et de toute manière il y aura des suppressions d'emplois!*".

Parce que dans le cadre du système actuel la variable d'ajustement ce sont les salaires, qu'ils n'entendent absolument pas renoncer à la concurrence entre les travailleurs, parce que cette concurrence est le moyen essentiel de la pression à la baisse permanente des salaires, parce que le maintien continu de leurs profits est leur seul critère comme la préservation de leurs privilèges!

Par conséquent, continuer à exiger de **vrais négociations** qui n'auront pas lieu c'est détourner le mouvement syndical de sa tâche exclusive qui doit consister à construire un mouvement d'ensemble des travailleurs, surmontant les divisions pour stopper la spirale des régressions et passer à une véritable contre-offensive et de reconquête sociale, de nouveaux droits et de nouvelles perspectives de transformation.

Séparer les tâches de défense quotidienne des intérêts des travailleurs du projet de transformation de la société, ce que fait la pratique réformiste du syndicalisme c'est en même temps couper les ailes à la lutte quotidienne.

L'incapacité à conduire jusqu'au bout le formidable mouvement contre la contre-réforme des retraites en 2010 atteste de l'impasse d'une stratégie réformiste à la remorque de la CFDT incapable de libérer toute la puissance de mobilisation de la classe ouvrière.

En faisant prévaloir le compromis et la compromission permanente avec l'adversaire de classe!

Parce que pour se défendre pied à pied, sans céder au découragement aux divisions et au fatalisme il faut aussi avoir chevillé au corps l'espoir qu'un autre monde est possible. Parce que la lutte demande aussi des sacrifices et le dévouement et que seul l'espoir et que le projet de "*changer le monde* " sont de nature à galvaniser les énergies et l'engagement déterminé d'en finir avec l'injustice, les inégalités, la guerre ...

Si le mouvement syndical doit effectivement s'adapter à son époque ce ne doit pas être au prix d'un renoncement à ses missions et à ses traditions forgées dans des luttes souvent dures et parfois héroïques.

Modernes eux ? Allons! Comme aux siècles précédents leurs ancêtres ils exigent de nous l'obéissance, la soumission à leurs intérêts, consentir à considérer que leurs intérêts de classe représentent l'intérêt général! Pure mystification!

Le mouvement du monde et les mutations sociales sont aussi le reflet de l'intervention volontaire des classes en lutte et non d'une inéluctable évolution en quelque sorte naturelle et irréversible.

C'est ainsi que comme le dit IDBIHI, ce chibani de Renault Billancourt dans un ouvrage récent "*ils n'ont pas fermé Billancourt pour des raisons économiques mais d'abord pour des raisons politiques*" **.

Plus que jamais l'injonction de notre camarade Henri Krasucki :

"LA RÉGRESSION SOCIALE NE SE NÉGOCIE PAS, ELLE SE COMBAT!" est devenue un impératif catégorique.



En tournant le dos aux gesticulations d'une CES qui lors de son récent et dernier congrès à Paris psalmodiait "*négociation! négociation!négociation!!!*" Et au fait, tiens, où en est la rencontre entre Jean-Claude Juncker et le nouveau secrétaire général de la CES qui devait avoir lieu dès le lendemain du congrès pour donner suite aux promesses de tribune?

Un débat incontournable

Ce débat là et cette confrontation devrait donc être exigés par les militants et les structures combatives de la CGT dans la préparation et le déroulement du 51e congrès en avril prochain.
Que ce débat devienne effectivement incontournable car il est totalement incompatible de se réclamer à la

fois du syndicalisme de classe en même temps que du réformisme!

Et à l'heure où comme à Air France c'est la colère qui prend le pas sur la résignation c'est la grande CGT de combat fidèle à son histoire et tournée vers les luttes à venir qui doit finalement l'emporter!

*Le Front Syndical de Classe
27 octobre 2015*

* Europe 1, *Le club de la presse* le 19 octobre 2015

*** question de Robert Namias :**

"L'épisode des chemises arrachées est un symbole. On avait l'impression depuis des années, sans doute ça avait commencé avec l'un de vos prédécesseurs, Bernard Thibault, on avait l'impression que la CGT, quelque part était devenu un syndicat plus proche des syndicats réformistes que d'un syndicat révolutionnaire. Et puis là, de temps en temps on voit des pulsions avec la violence en l'occurrence, avec les chemises déchirées et que vous ne condamnez pas véritablement, on a l'impression que vous avez toujours des pulsions révolutionnaires et que sur le fond des choses c'est un peu la même chose, dès qu'il s'agit de remettre en cause les acquis, le modèle social, c'est-à-dire ne pas le rénover comme le souhaitait ce matin François Hollande, mais le garder tel quel, on a donc l'impression que vous êtes conservateur dans ce domaine, ou un peu réactionnaire"

réponse de Philippe Martinez :

"On aura entendu beaucoup de choses ce soir... Nous sommes pour des réformes, encore faut-il s'entendre sur le mot réforme. Jusqu'à maintenant des réformes c'est pour un mieux pour les salariés, point. Nous faisons des propositions, je vous en ai citée quelques unes; d'ailleurs par exemple le fameux CPA [Compte Personnel d'activité] que nous on appelle la Sécurité Sociale Professionnelle, ça fait 15 ans, 15 ans qu'on fait des propositions en la matière.

*Vous voyez, nous notre souci c'est d'être auprès des salariés, quel que soit le qualificatif qu'on met derrière le syndicat, c'est notre raison d'être, c'est d'être auprès des salariés, et donc à partir de ce que vivent les salariés, notre connaissance des entreprises, et on a la prétention d'en connaître un petit peu sur les entreprises, eh bien nous faisons des propositions, **donc nous sommes un syndicat et je l'ai dit déjà, le syndicalisme est par essence réformiste ..."***

**** " IDBIHI De Renaut Billancourt à l'Olympia**

Parcours d'un marocain 1968-1987"

Par Youcef Haji

Editeur de Talents Casablanca

Préface de notre camarade Roger Silvain